

Mali : le capitaine Sanogo attend son heure



Le capitaine Sanogo (à droite) lors de son investiture à la tête d'un comité militaire, mercredi à Koulouba, en présence du président par intérim Dioncounda Traoré (centre). Crédits photo : STRINGER/AFP

L'auteur du putsch de mars 2012 reste dans l'ombre, mais tire encore de nombreuses ficelles.

Toutes les «grosses pointures» de la scène politique malienne étaient là pour assister, mercredi, à l'investiture du capitaine **Amadou Haya Sanogo** à la tête du Comité militaire de suivi de la réforme des forces de défense et de sécurité. Un poste censé préparer la reconstruction de l'armée malienne, auquel il avait été nommé il y a déjà six mois...

La cérémonie organisée dans le palais présidentiel de Koulouba a rassemblé le président de transition, le premier ministre, les présidents des grandes institutions nationales et tous les responsables des forces armées et de sécurité, ce qui est assez exceptionnel. Est-ce à dire qu'on assiste au retour du capitaine Sanogo, qui dirigeait la junte militaire à l'origine du coup d'État du 22 mars dernier? Après avoir rapidement rendu le pouvoir aux civils, le capitaine avait continué de jouer un rôle important en coulisses. L'arrestation, puis la **démission forcée** de l'ancien premier ministre en décembre dernier, sur ordre du capitaine Sanogo, en étaient un parfait exemple.

Mais depuis le début de l'**intervention militaire** française, l'ancien chef des putschistes se faisait discret. Pas de grande déclaration publique, aucune interview: le capitaine Sanogo restait reclus dans son camp militaire de Kati, fief des bérets verts auteurs du coup d'État, à 15 kilomètres de **Bamako**. «Le comité n'a aucune vocation politique et ne saurait se substituer à la chaîne de commandement militaire», a très clairement affirmé Sanogo lors de son investiture, dans une forme d'allégeance au pouvoir en place.

«Cette nomination procède d'une stratégie d'endiguement, analyse un proche collaborateur du président de transition, membre de son cabinet. C'est une ceinture qu'on lui met pour mieux le contrôler. On lui offre un placard doré, poursuit-il, mais il devra rendre des comptes au président. Il devient notre collègue!», s'amuse même cette source qui, il y a quelques jours, jugeait déjà que Sanogo était «sur la touche». Une sentence sans appel qui résume la position de nombreux acteurs de la scène politique malienne.

Une hiérarchie sous contrôle

Mais pas celle du camp de Sanogo, bien sûr! Interrogé sur la discrétion du capitaine depuis plusieurs semaines, son porte-parole assure que Sanogo «suit les événements et travaille avec un comité de crise». Pour ses partisans, cette investiture en grande pompe revêt un caractère solennel, symbolique de l'importance du rôle futur de Sanogo dans le processus de réconciliation nationale. «Le cadre reste à définir, mais le comité militaire de suivi aura un rôle à jouer», assure ce proche de Sanogo. Il justifie cette participation en rappelant que «ce sont les militaires qui ont été tués sur le terrain et le président le sait très bien». Le capitaine Sanogo est pourtant investi à la tête d'un simple comité de suivi, et non à un poste de commandement.

Doit-on comprendre que le meneur des mutins du coup d'État est toujours aux manettes? «C'est une évidence! s'exclame le collaborateur du président de transition. Il contrôle encore tout. Toute la hiérarchie lui est redevable.» Entre autres, le ministre de la Défense, le ministre de l'Administration territoriale - en charge de l'organisation des élections à venir -, ou encore le chef d'état-major des armées, sont directement issus de l'ex-junte militaire. De nombreux jeunes officiers lui sont toujours fidèles. Des sources diplomatiques laissent même entendre qu'il aurait préparé un nouveau putsch au moment où l'armée française est intervenue au **Mali**, lui coupant l'herbe sous le pied.

Le fameux comité dirigé par Sanogo sera dissous au terme de la période de transition, qui s'achèvera avec les élections générales prévues pour le mois de juillet. «Il est encore là pour quelques mois, reconnaît le collaborateur du président, il faudra ensuite qu'il s'éclipse.» Le capitaine Sanogo a promis, lors de son investiture, qu'il ne resterait pas «un instant à la tête de cette entité après la période de transition». Cela ne dit pas ce qu'il a prévu pour la suite.